

**L'U.N.E.F.
au tournant
de l'avenir**

ACTION UNIE DES TRAVAILLEURS POUR LA REFORME DE L'UNIVERSITE

(De notre envoyé spécial Frédéric Desnaut)

Le cinquante-deuxième congrès de l'Union Nationale des Etudiants de France a pris fin. Faisant suite à un congrès difficile à la Mutuelle, on pouvait s'attendre au pire. Or, après un départ difficile, les commissions se sont mises au travail et ce qui en est ressorti est assez encourageant.

Si certains points n'ont pu être abordés, ce fut à cause du travail d'approfondissement dont ont bénéficié d'autres. Si différents membres du bureau n'appartiennent pas à la majorité, ils ont accepté de jouer le jeu et de travailler en commun.

Et cela est positif. Que de jeunes surmontent leurs divisions et se mettent d'accord pour travailler, voilà qui devrait servir de leçon.

Frédéric Desnaut a suivi pour Tribune ce congrès. Il en tire les leçons.

LE ciel maussade de ce début d'avril a sans doute favorisé le travail des responsables étudiants réunis à Dijon pour l'U.N.E.F. et à La Baule pour la F.N.E.F. Cette opposition géographique était-elle symbolique d'une opposition dans les conceptions du syndicalisme ? Certes, mais ce fut aussi le symbole d'une opposition dans les déroulements de ces deux congrès.

Alors que l'U.N.E.F. terminait son congrès par l'élection d'un bureau dont le président était Michel Mousel, la F.N.E.F. clôturait le sien par une scission de fait entre la tendance dure et celle « syndicale », dont le leader, M. Molyns-Ysal, avait été éliminé lors d'une récente assemblée générale.

Cette scission est d'ailleurs symptomatique d'un mouvement créé de toutes pièces, et qui plus est, de pièces disparates, les unes venant de l'extrême droite politique, les autres étant des nostalgiques du corporatisme apolitique.

Qu'un certain nombre d'associations générales d'étudiants aient déjà choisi le retour à l'U.N.E.F. est, à cet égard, significatif, et il ne fait guère de doute que ce mouvement risque de se poursuivre, favorisé par le durcissement de la F.N.E.F. et la victoire de la tendance que l'on a qualifiée de « gestionnaire » au congrès de l'U.N.E.F.

Le 52^e congrès de l'U.N.E.F. a été marqué par l'apparition de nouvelles distinctions parmi les étudiants. Le fait est apparu lors du vote du rapport moral de Jean-Claude Roure ; la faible majorité, la plus faible depuis

l'accession de l'ancienne minorité à la direction du mouvement, était le signe d'une opposition à la ligne de l'ancien bureau, mais signifiait plus une condamnation du manque de perspectives à long terme qu'une opposition radicale.

Cette opposition a eu la tentation de se transformer en tendance et celle-ci a été qualifiée tour à tour de « révolutionnaire », de « revendicative », d' « infra » ; en fait elle représentait un groupe de psycho-sociologues autour desquels s'était déjà fait le congrès de la Mutuelle nationale des Etudiants de France.

Leur volonté de structurer « le milieu » était d'ailleurs qualifiée par certains de volonté de « manipuler ».

On peut résumer ainsi les thèses de l'opposition sur le plan de l'action revendicative : « Les actions les plus valables sont celles qui ne consolident pas le système mais au contraire tendent à mettre en évidence ses insuffisances et l'extrême complexité de son fonctionnement, créant ainsi un déséquilibre qui remet en question l'existence même de ce système. »

En fait, il s'agissait de poser le changement des structures de l'Etat comme préalable à toutes les actions revendicatives.

L'étudiant producteur ou non

Mais ces différentes conceptions trouvaient leur prolongement dans l'analyse de la situation de l'étudiant.

La commission universitaire qui travaillait sur un rapport sur « L'Enseignement supérieur » présenté par Michel Mousel fut au centre des discussions sur ce sujet.

La hargne de « La Nation »

Encore une fois, *La Nation* se signale par sa « hargne, sa rogne et sa grogne ».

Après les congrès étudiants, la F.N.E.F., son enfant, ayant fait la preuve de son impuissance, *La Nation - U.N.R. - U.D.T.* part en guerre contre l'U.N.E.F.

Dans une série d'articles, Michel Eyraud, à partir du postulat que 20 p. 100 seulement des étudiants sont syndiqués, essaie de démontrer que, vu la « coalition croissante de l'U.N.E.F., aucune collaboration n'est possible avec la V^e République ».

Cela nous le savions déjà. Mais il s'agit de dégager les véritables responsabilités.

Qui a refusé systématiquement toutes les relations avec les étudiants ? Qui a fait arrêter ses dirigeants ?

N'est-ce pas ceux-là même qui, aujourd'hui, posent cette question insidieuse ? Ne serait-il pas possible de remettre en question les tâches de gestion de l'U.N. E.F. ?

Attention ! vous ne briserez pas plus le syndicalisme étudiant que vous n'avez brisé le syndicalisme ouvrier.

L'opposition avait rédigé un texte qui disait :

« L'étudiant n'est pas, dans sa situation actuelle, un travailleur au sens plein du terme ; son travail, essentiellement théorique, est considéré comme un investissement et une formation sans immédiate rentabilité, à l'exclusion de toute participation active à sa formation intégrale et aux circuits de production. De ce fait, il n'est pas salariable. »

A cette conception de l'étudiant non encore intégré au monde du travail et donc improductif s'opposait la conception de la majorité qui considère l'étudiant comme un jeune travailleur intellectuel qui se définit par le « travail universitaire qui comme tout travail implique une utilité sociale, s'intègre aux circuits de production. Mais l'Université

actuelle repose sur une mauvaise organisation et une fausse utilisation du travail intellectuel. De ce fait l'étudiant n'est pas actuellement salarié ».

Après de longs débats, il fut décidé de s'appuyer sur les travaux de la commission pour établir une réflexion à la base. De cette façon, l'Université de demain sera le thème d'une année de travail pour l'U.N.E.F. Et nul doute que la présence à la tête de l'union de celui qui avait rédigé le texte de base est une assurance que le travail de réflexion sera mené à bien.

Volonté d'action intersyndicale

Le nouveau bureau qui sans être un bureau d'union n'en a pas moins intégré certains membres de la tendance dure, se trouve donc particulièrement bien armé pour poursuivre la lutte pour la démocratisation de l'enseignement et tout ce qui s'y rattache : locaux, allocation d'études et de logement.

L'appel lancé par Jean-Claude Roure lors de la séance solennelle « pour une action unie des travailleurs pour la rénovation de l'Université » trouva de nombreux échos pendant le congrès et les modalités d'actions intersyndicales furent souvent évoquées et étudiées.

A l'issue de ce 52^e congrès, l'U.N. E.F. semble avoir réussi à se dégager de toutes les entraves provoquées par la guerre d'Algérie et si le congrès de Reims fut celui des « couloirs », celui de Dijon fut celui des commissions.

L'élimination de la fraction apolitique, dont on pouvait craindre le retour, est un fait acquis mais par son intégration plus que par rupture.

La tendance « dure » a dû céder sur la plupart des points, son analyse ne résistant pas aux critiques, se révélant trop théorique, coupée des réalités.

Cependant, là non plus, il n'y a pas eu rupture, mais discussion et participation. Le bureau Mousel n'apparaît donc pas comme un bureau de compromis mais comme un bureau solide, élu sur des positions fermes, disposant de grandes possibilités de travail, il appartient donc maintenant aux militants de ne pas le laisser travailler seul.